



Arthur
PATOU

440 654 069 RCS PARIS



Cedric
LONG

Arthur PATOU, remplaçant
20 ans, étudiant en sciences politiques

Cedric LONG, titulaire
40 ans, pompier militaire, marié et père de
trois enfants

Madame, Monsieur

Nous sommes engagés dans divers milieux associatifs (culturels et sportifs) du pays d'Aix, notamment dans l'enseignement de la culture et de la langue provençale / occitane.

Les politiques passées et actuelles n'ayant pas permis à nos régions de se développer correctement et ayant même contribué à leur endettement, nous voulons œuvrer en faveur d'une **véritable décentralisation** afin que Paris ne soit plus le principal décideur de leur développement.

Nous voulons **que chaque région puisse faire ses propres choix** économiques, sociaux, qu'elle soit responsable du développement de son propre territoire. Qu'elle puisse faire le choix de se réindustrialiser, d'investir dans la recherche des énergies renouvelables ou dans tout secteur et domaine choisi, et pour certaines de ne plus avoir une vocation essentiellement touristique.

La Provence et le Languedoc, sont les régions d'Europe les plus ensoleillées et venteuses. A ce titre elles ont **vocation à devenir des références en matière de recherche dans les énergies solaires et éoliennes**.

Avec la **création d'un statut de résident qui nous aiderait à lutter contre la spéculation immobilière**, nous voulons faciliter l'accès au logement et permettre à nos enfants de devenir propriétaires dans leur pays tout en limitant l'artificialisation du sol et l'expansion urbaine.

La décentralisation c'est permettre à la " Région " de faire des choix plus adaptés en termes de besoin de transports. Comme choisir de développer son réseau ferroviaire régional au lieu de subir de coûteux projets guères essentiels à notre quotidien, tel que la LGV PACA voulue par Paris.

C'est ainsi **reconnecter la politique au plus près de chacun d'entre-nous et l'ancrer dans notre quotidien**. C'est renouveler le sentiment de faire parti « d'un tout » et d'être acteur de la vie de notre nation.

C'est aussi, sans espérer une initiative ou une décision qui n'est plus espérée de l'État centralisé, réhabiliter et **promouvoir nos langues et cultures dites « régionales »** et se réapproprier l'héritage de la révolution dont nous avons été dépossédé. Elles sont nos vies et notre histoire. La république française et les luttes menées en son nom et pour les droits de l'homme ont été réalisées avec et grâce à elles.

Décentraliser ce n'est pas séparer les régions et créer des inégalités, c'est au contraire se donner plus d'outils, de marge de manœuvre, pour fusionner les idées et initiatives en faisant de notre diversité une force, tout en respectant les spécificités de chacun.

« Se noun vos sonque reçaupre mai tamben parteja, fau estre enrasiga » Frédéric Mistral.

*« Si tu ne veux pas seulement recevoir, mais aussi partager, il faut avoir des racines ».

Candidature soutenue par les parlementaires Régions et Peuples Solidaires: François ALFONSI (eurodéputé | groupe Verts / ALE), **Paulu-Santu PARIGI** (Sénateur | groupe Écologiste - Solidarité et Territoires), **Jean-Félix ACQUAVIVA**, **Michel CASTELLANI**, **Paul-André COLOMBANI** et **Paul MOLAC** (députés | groupe Libertés et Territoires)

DEMOCRACIA - ECOLOGIA - TERRITÒRIS DEMOUCRACIÒ - ECOULOUGIÒ - TERRITÒRI DÉMOCRATIE - ÉCOLOGIE - TERRITOIRES



POUR UNE DÉMOCRATIE DYNAMIQUE

Notre démocratie est malade. Elle se doit de respecter l'ensemble des citoyens, leur rendre le pouvoir. Ce que nous voulons : le Référendum d'Initiative Populaire, le scrutin proportionnel et territorialisé, la reconnaissance du vote blanc, le référendum révocatoire, une vraie égalité homme-femme, plus aucune discrimination.



LA PROXIMITÉ C'EST L'EFFICACITÉ

Le pouvoir centralisé nie la diversité, il aggrave même les inégalités. Nous devons pouvoir décider collectivement depuis et pour nos territoires. Décentraliser est une urgence. Des collectivités adaptées, dotées des moyens d'agir directement avec et en faveur de ses habitants c'est plus de justice sociale, plus d'efficacité. Les services publics y ont leur rôle.



VIVRE DANS LA DIGNITÉ

Toujours aux mêmes de se serrer la ceinture, de s'angoisser à chaque accident de la vie. Les chèques occasionnels octroyés par l'Etat en temps de crise ne sont pas la solution. Une répartition digne et respectueuse des richesses par la revalorisation des bas salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux est indispensable. C'est cela une société durable.



LA SANTÉ PARTOUT ET POUR TOUS

La santé n'est pas une marchandise. Les déserts médicaux doivent disparaître, l'accès au service public de santé doit être garanti partout. Le système doit être repensé : formation, recrutement, qualité de l'exercice, répartition des compétences, rémunération. Les EHPAD à but lucratif n'ont pas leur place dans notre société. Là aussi il faut repenser un système à la dérive. La dignité de la population âgée n'est pas négociable.



L'ÉNERGIE : INNOVATION ET ÉCONOMIE

Pour le climat investissons dans les énergies renouvelables (éoliennes, biomasse, solaire...) et dans la recherche. Misons aussi sur les économies d'énergie. Sortons du nucléaire, dangereux, source de déchets ingérables. La production d'énergie doit être moins centralisée, mieux répartie sur les territoires. Transportons moins de marchandises et mieux.



PRODUIRE LOCALEMENT

La crise Covid, l'instabilité internationale, le chômage, le climat, la pollution généralisée, démontrent la folie de la globalisation : alimentation, médicaments, produits manufacturés par des quasi-esclaves sont acheminés depuis l'autre bout du monde nous privant de notre autonomie. La relocalisation durable de la production sera au cœur de notre engagement parlementaire.



ENSEMBLE PAYSANS ET CONSOMMATEURS

L'Agriculture paysanne, à partir de la réalité des territoires, est au cœur de l'indispensable transformation écologique. Seule une politique ferme en faveur du respect de la terre, de l'eau, des animaux et de l'humanité entière relèvera les défis de demain : climat, santé, transports, aménagement et autonomie des territoires. Nous soutenons l'idée de « sécurité sociale alimentaire ». Il faut freiner l'extension urbaine, arrêter l'artificialisation des terres agricoles et développer le bio.



SE DÉPLACER MIEUX

Pour le climat, notre pouvoir d'achat et nos territoires, modifions notre façon de nous déplacer. Favorisons les transports alternatifs économes en énergie. Tenons compte des contraintes des ruraux et des urbains. La priorité est aux transports du quotidien (trains, bus, vélo, covoit...) plutôt qu'aux projets pharaoniques et polluants tels les lignes nouvelles (LGV) destinées aux TGV. Réhabilitons les lignes de chemin de fer abandonnées, développons enfin le feroutage.



LE DROIT AU LOGEMENT

Un logement digne est fondamental. Les publics fragiles, jeunes et vieux sont les plus pénalisés. La spéculation immobilière classique ou à but touristique en empêche l'accès. Là où nous vivons et travaillons, nous voulons un droit réel à louer un logement à un prix décent ou à en devenir propriétaire. Nous agissons pour une politique de rénovation écologique massive du bâti existant.



LA DIVERSITÉ EST UNE CHANCE

Reconnaître les langues dites « régionales », pour nous l'Occitan-langue d'oc, c'est leur donner une présence à l'école, dans l'espace public, dans tous les médias : là est la reconnaissance première de nos territoires. Ouvrons à modifier l'article 2 de la Constitution pour donner à notre langue, à côté du français, une place officielle. Diversité culturelle et biodiversité vont de pair.

Pour en savoir plus sur nos propositions:



REGIONS ET
PEUPLES
SOLIDAIRES